

Europe

# SUÈDE : L'ÉTRANGE VICTOIRE DE LA GAUCHE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2026

Marius Perrin

22/09/2026

**Les élections du 13 septembre 2026 en Suède se présentent à première vue comme un triomphe sur le fil de l'opposition face à la coalition sortante de droite et d'extrême droite. Marius Perrin, doctorant au Centre des études européennes de Sciences Po, montre dans cette note que les détails du scrutin peignent un tableau politique bien plus contrasté.**

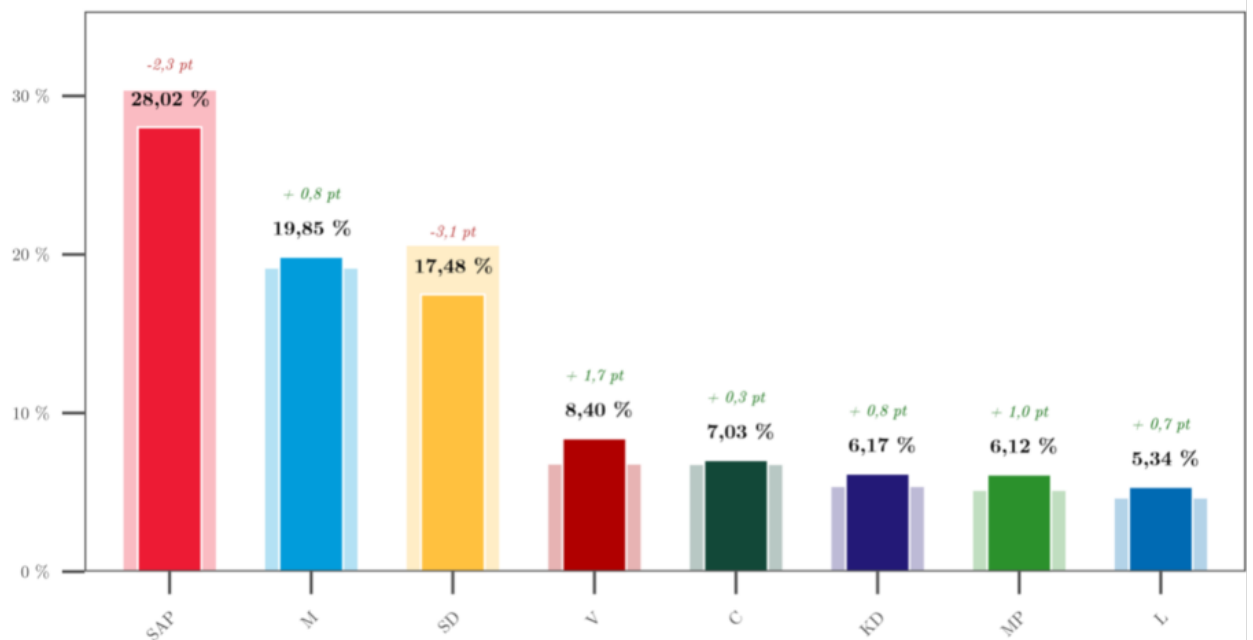
Rarement victoire aura plus ressemblé à une défaite. Si les élections du 13 septembre 2026 en Suède se présentent à première vue comme un triomphe sur le fil de l'opposition face à la coalition sortante de droite et d'extrême droite, celui-ci pourrait bien s'avérer très couteux. Il devrait en tous cas inviter les directions du bloc de gauche à s'interroger sérieusement sur les stratégies mises en œuvre durant les derniers mois de cette campagne.

En première analyse, il convient bien entendu de souligner ce qui fait, tout de même, la victoire de la gauche ou tout du moins de l'opposition<sup>1</sup>. En effet, après quatre ans dans l'opposition, Magdalena Andersson, dirigeante de Socialdemokraterna (SAP, Parti social-démocrate), semble bien être la mieux placée pour devenir la prochaine Première ministre. Le bloc d'opposition, appelé « rouges-verts » (*rödgröna*), remporte 176 sièges contre 173 pour les partis de la coalition dite de « Tidö » rassemblant la droite traditionnelle et l'extrême droite des « Démocrates de Suède » (SD). Ce scrutin proportionnel pour renouveler le parlement se tenait par ailleurs en même temps que les élections municipales et régionales, où la gauche enregistre aussi nombre de victoires et se place en position de conserver les plus grandes villes du pays (Stockholm, Göteborg, Malmö, Uppsala)<sup>2</sup>.

Le Premier ministre sortant issu du Moderata samlingspartiet (Parti modéré de rassemblement), Ulf Kristersson, a ainsi remis sa démission au président du parlement, Andreas Norlén, le 17 septembre 2026 et ce dernier a chargé Magdalena Andersson de mener le premier tour de

négociations en vue de former un gouvernement. Le processus de formation du gouvernement pourrait toutefois prendre plusieurs semaines et rien ne garantit qu'il trouvera une issue favorable. En l'espèce, les lignes rouges posées par le Vänsterpartiet (Parti de gauche) et le Centerpartiet (Parti du centre) pour accepter de soutenir un gouvernement semblent loin d'être compatibles.

### Résultats des élections législatives suédoises du 13 septembre 2026



Note : Résultats des élections de 2022 en surbrillance.  
 SAP : Sociaux-démocrates, M : Modérés, SD : Démocrates de Suède, V : Parti de Gauche,  
 C : Parti du Centre, KD : Chrétiens Démocrates, MP : Verts, L : Libéraux

Si l'attention médiatique se concentre donc désormais sur le processus de négociations en vue de former une coalition, il convient toutefois de revenir plus en détail sur les enseignements de ces élections, afin de comprendre les rapports de force politiques qui fixeront l'équilibre des quatre prochaines années.

À gauche d'abord, les sociaux-démocrates réalisent leur pire score lors d'élections législatives depuis l'introduction du suffrage universel, il y a plus d'un siècle. Le parti obtient 28,02% des suffrages exprimés : c'est 0,2 point de moins qu'en 2018 et 2,3 points de moins qu'il y a quatre ans. Alors que le parti a dominé les sondages durant l'intégralité de la mandature et que le gouvernement sortant semblait particulièrement impopulaire, un pareil échec devrait interroger la stratégie suivie par la direction du parti depuis quatre ans et particulièrement durant la campagne. L'incapacité de la direction actuelle à soutenir une ligne claire en matière d'économie ou autour des questions de sécurité et de migration semble être un premier écueil. Ensuite, le flou constant

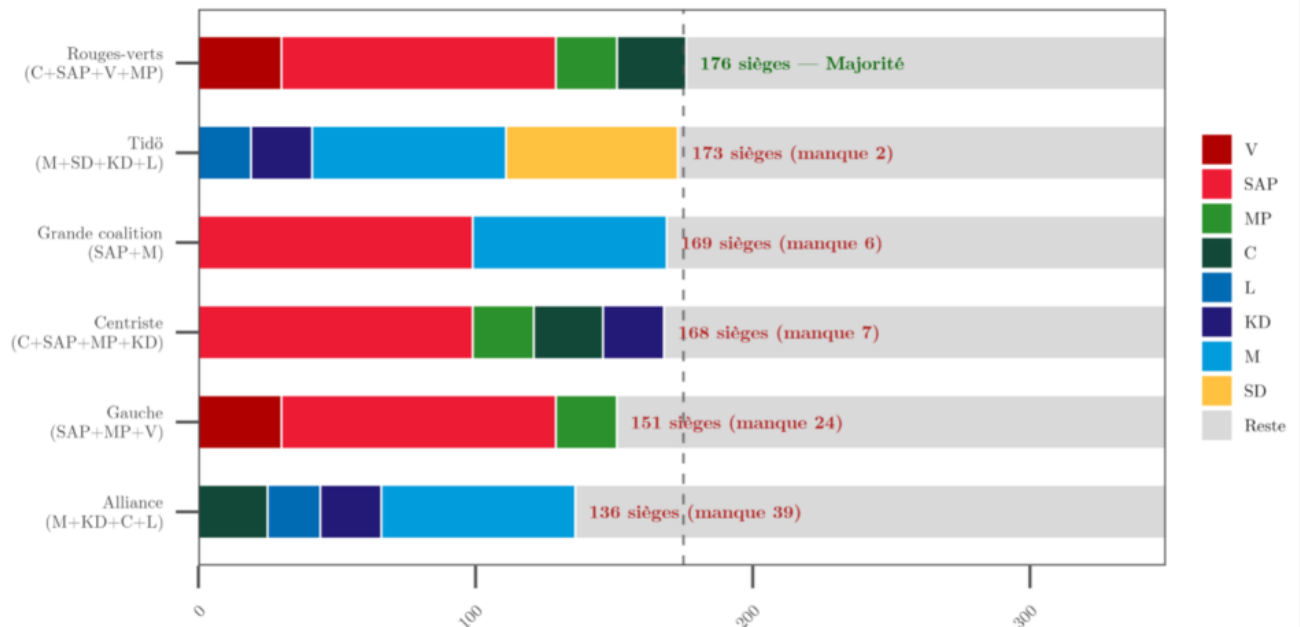
entretenu quant aux partis qui composeraient un futur gouvernement de coalition dirigé par Magdalena Andersson a aussi manifestement coûté aux sociaux-démocrates, incapables d'apparaître comme proposant une alternative claire.

En effet, sur les questions de migration, par exemple, le parti s'est considérablement rapproché de la droite et de l'extrême droite, votant 65% de leurs propositions durant la mandature. Pourtant, cette ligne politique semble ne bénéficier que d'un soutien partiel dans l'opinion. Le scandale occasionné par les « expulsions d'adolescents » (*tonårsutvisningar*) a ainsi coûté à Magdalena Andersson, qui a pris un temps certain à condamner cette politique dont son parti est, de fait, partiellement responsable. Ces prises de position droitières inspirées du voisin danois expliquent certainement en partie les bons scores du Vänsterpartiet (Parti de gauche) et de Miljöpartiet (Les Verts), qui progressent respectivement de 1,7 point et 1 point, à 8,4% et 6,1%. Il est probable qu'un certain nombre d'électeurs et d'électrices du SAP se soient reportés plus à gauche en réaction à ce tournant. Cette stratégie semblait d'ailleurs assumée par les cadres dirigeants du SAP, qui acceptaient de perdre sur leur gauche afin de conquérir sur le centre droit dans les grandes villes, là où le rejet des SD est fort. Pourtant, en dépit de nombreuses campagnes de publicité ces derniers mois dans toute la région de Stockholm, les gains escomptés ne semblent pas être au rendez-vous. C'est peut-être finalement le Parti du centre qui a le plus bénéficié de ces transferts de voix sur lesquels l'élection devait se jouer. Il obtient 7% des suffrages (en légère progression de 0,3 point, ce qui semblait inespéré il y a encore quelques mois) et semble bénéficier de cette dynamique.

Malgré tout, l'opposition ne progresse que de 0,7 point par rapport à 2022, et n'obtient même pas la majorité absolue des suffrages exprimés. C'est bien peu face à un gouvernement sortant qui semblait structurellement impopulaire et frappé par des scandales à répétition<sup>3</sup>. Plus frappant encore : si l'on additionne aux voix du bloc de droite celles des petits partis d'extrême droite n'ayant pas réussi à franchir le seuil des 4% nécessaire pour rentrer au parlement, celui-ci obtient plus de 50% des suffrages exprimés. Parmi ceux-ci, on peut noter la légère progression de l'Alternativ för Sverige (Alternative pour la Suède) mais surtout l'apparition d'Örebropartiet (Parti d'Örebro), formation à l'origine locale et que l'on pourrait placer très à la droite des Démocrates de Suède. Récoltant près de 40 000 voix après avoir obtenu une attention démesurée de la part des grands médias nationaux durant la campagne, le Parti d'Örebro confirme la diffusion et la normalisation des idées d'extrême droite dans le pays.

## Majorités parlementaires envisageables au Riksdag (2026)

Sur 349 sièges — majorité absolue : 175 sièges



À l'inverse, si le bloc de droite dit des « bleus-jaunes » (*blågula*) sort visiblement perdant des élections, c'est là aussi une défaite en trompe-l'œil. Le Parti modéré d'Ulf Kristersson parvient, contre toute attente et pour la première fois depuis 2010, à progresser électoralement (+0,75 point, à 19,85%). Si la progression est légère, elle lui permet toutefois de redevenir le second parti du pays, place qu'il avait perdue en 2022 au profit des Démocrates de Suède. Ulf Kristersson, qui semblait condamné à se retirer il y a encore quelques semaines, pourrait donc bien se maintenir à la tête du parti. D'autant plus qu'il semble déterminé à fragmenter le bloc des « rouges-verts » et serait visiblement prêt à tenter de former un gouvernement en cas d'échec de Magdalena Andersson.

Les deux autres partis composant son gouvernement peuvent aussi se satisfaire de leurs résultats. Les chrétiens-démocrates emportés par la vice-Première ministre Ebba Busch obtiennent 6,2% des voix et progressent de 0,8 point. Un score honorable, mais peut-être en deçà des attentes si l'on considère la place occupée par Ebba Busch dans la campagne. Néanmoins, c'est surtout le Parti libéral qui attirera toute l'attention dans la nuit du dimanche 13 septembre 2026. Sondé en dessous de 2% depuis plus d'un an, il parvient non seulement à franchir le seuil des 4% mais aussi à progresser par rapport à son résultat de 2022, obtenant 5,4% des voix.

Ce succès inattendu semble moins tenir de la campagne menée par la nouvelle dirigeante du parti, Simona Mohamsson, que de la dynamique des dernières semaines. En effet, les électeurs et électrices de droite semblent avoir compris que l'accès des libéraux au parlement représentait une condition nécessaire (bien que non suffisante) pour une majorité de droite en 2026. En effet, si le parti réalisait moins de 4%, ses voix se seraient « perdues », contribuant à réduire le nombre de mandats attribués au bloc bleu-jaune. Les appels au vote tactique se sont donc multipliés dans les derniers jours de la campagne, faisant du Parti libéral un étrange objet de la vie politique suédoise. S'il progresse nationalement, il a bien perdu nombre de ses militants et une bonne partie de ses cadres, tout en étant soutenu par des électeurs et des électrices qui ne sont pas les siens. Si cela reste à confirmer sur la base de travaux empiriques, plusieurs éléments viennent déjà soutenir cette hypothèse. En effet, si les libéraux obtiennent 5,3% des voix au niveau national, ils n'en obtiennent que 3,3% au niveau régional, en recul de 1,3 point, et 4% au niveau municipal, en recul de 1,2 point.

Enfin, si la défaite des Démocrates de Suède est visible et historique, elle doit impérativement être relativisée. Certes, le parti de Jimmie Åkesson recule de 3 points à 17,5% des voix. Non seulement il s'agit du recul le plus significatif de l'élection, mais aussi du premier pour le parti, qui n'avait fait que progresser depuis son entrée au parlement en 2010. Le recul est particulièrement net dans son fief historique de Scanie, dans le sud de la Suède (-4,7 points dans la circonscription de Scanie Ouest, -4,9 dans la circonscription de Scanie Nord et Est). Il est aussi marqué lors des élections municipales, dans des communes où l'expérience du pouvoir a pu être douloureuse. À Bjuv, par exemple, où le parti local a été secoué par des scandales, le parti recule de 6,8 points aux élections législatives et de près de 10 points aux élections municipales.

On peut toutefois soulever quatre raisons principales de relativiser ce repli. En premier lieu, il est possible que le vote « tactique » ait coûté particulièrement cher aux Démocrates de Suède. Jimmie Åkesson avait en effet **appelé à la fin de la campagne** à soutenir le Parti libéral, pour qu'il puisse franchir le seuil des 4%. Il est possible que nombre d'électeurs et d'électrices des SD aient voté pour les Libéraux de façon tactique, bien que cela soit encore à confirmer par des travaux empiriques.

Ensuite, si les SD ont bien perdu une partie de leur électorat, il semblerait qu'une partie de celui-ci se soit dirigée vers des partis plus extrêmes, à l'image du Parti d'Örebro. Dans la région d'Örebro, les SD sont en recul de 4,3 points alors même que le petit parti d'extrême droite progresse de 3,5 points. Ces transferts de voix peuvent difficilement s'interpréter comme un recul de l'extrême droite.

En troisième lieu, cette campagne a été l'occasion pour le parti d'affaiblir encore un peu plus les vestiges du « cordon sanitaire » en place dans le pays. À titre d'exemple, le Parti libéral, autrefois fervent adversaire des SD qu'il présentait comme une menace pour la démocratie, a accepté lors de la campagne de soutenir un gouvernement au sein duquel ces derniers prendraient part. Un moment immortalisé par une accolade lors d'une conférence de presse entre Mohamsson et Åkesson.

Enfin, l'essor de l'extrême droite ne peut se mesurer simplement aux performances électorales des partis la composant. La diffusion de ses idées et leur normalisation constituent un aspect tout aussi important de ce processus, bien que plus difficilement quantifiable. Si les partis sont par nature soumis aux contingences électorales, connaissant succès et reflux, la normalisation de leurs idées en revanche est un processus bien plus difficilement réversible. Comme exemple récent de cette normalisation en Suède, les polémiques déclenchées par des cadres du **Parti modéré** et du **Parti chrétien-démocrate** déclarant que la victoire de la gauche était due au vote des citoyens et citoyennes issus de l'immigration. Ces déclarations témoignent manifestement d'une normalisation de la théorie complotiste d'extrême droite du « grand remplacement » qui, il y a encore quelques années, était cantonnée aux franges les plus radicales de l'extrême droite européenne.

Il est bien évidemment trop tôt pour tirer des enseignements sur les conséquences de long terme de ces élections et sur le succès de la coalition qui pourra en émerger. Il est possible qu'un retour des rouges-verts au pouvoir leur soit bénéfique en 2030, malgré les obstacles majeurs qu'ils sont amenés à rencontrer avec une majorité aussi étroite et des intérêts aussi divergents. Toutefois, le cas suédois nous enseigne dès à présent que, pour faire reculer l'extrême droite, il convient de ne pas simplement combattre ses formes partisans, ce que, du reste, n'ont cessé de faire les sociaux-démocrates suédois. Pour entraver son processus de normalisation, il importe aussi, et peut-être même essentiellement, de combattre ses idées et son cadrage de l'agenda politique. C'est ici que le système suédois, et notamment le SAP, semble bien avoir failli.

*Crédit photo : Wikimedia / **W.carter**.*

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Le bloc d'opposition est composé de quatre partis mais seulement trois d'entre eux sont considérés comme appartenant à la gauche suédoise. Le parti du centre (Centerpartiet) appartient historiquement au bloc de droite mais s'est rapproché des sociaux-démocrates depuis 2019, après son refus de toute alliance avec l'extrême droite. Il reste toutefois un des partis les plus libéraux sur les questions de politique économique.
2. La progression du bloc de gauche dans ces communes est toutefois portée essentiellement par la progression des Verts et du Parti de gauche. À Stockholm, par exemple, les sociaux-démocrates reculent de 3 points, mais les Verts progressent de 5 points.
3. On peut citer notamment ceux concernant les dépenses du Premier ministre Kristersson ou encore les négligences de son ami d'enfance Erik Landerholm lorsque ce dernier était conseiller national à la sécurité. Cela sans mentionner bien sûr les nombreux scandales qui ont affecté les SD, le dernier en date concernant les liens avec la Russie de la partenaire d'un des plus hauts salariés du parti, Gustav Gellerbrant.